

Eau potable : quel est le juste prix ?



L'essentiel

À l'échelle nationale, le prix actuel de l'eau n'est pas suffisant pour couvrir les besoins d'investissements à venir. Prétendre que l'on pourrait diminuer ce prix, tout en renforçant la qualité, relève d'un discours démagogique. La France bénéficie d'un rapport qualité-prix optimal par rapport à ses voisins européens. Ce service essentiel a un coût. De nombreux français l'ont compris et sont même prêts à payer un peu plus pour le préserver.

État des lieux

Que recouvre le prix de l'eau ?

Si l'eau est un bien gratuit et universel qui appartient à tous, le fait de la rendre potable, de l'acheminer et de la traiter après usage est un service, qui a un coût. Ce service recouvre le prélèvement, le traitement, la distribution, la collecte et la dépollution des eaux usées, diverses taxes et redevances. Il serait donc plus précis de parler de **prix du service de l'eau** que de prix de l'eau.

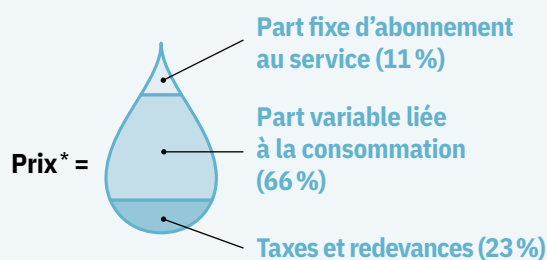
$$2 \text{ € (eau)} + 2 \text{ € (assainissement)} = 4 \text{ €}/\text{m}^3^*$$

Le calcul du prix de l'eau

Le prix est fixé localement par chaque collectivité.

- ◆ Un prix **local**, afin de tenir compte des coûts propres à chaque territoire : ressource plus ou moins facile d'accès, importance des traitements de potabilisation à effectuer, nombre de consommateurs par kilomètre de canalisation, etc.
- ◆ Un prix **responsable**, qui couvre sans subventions cachées⁽¹⁾ l'ensemble des coûts du service. Les responsables locaux doivent pouvoir l'expliquer et l'assumer en toute transparence.

⁽¹⁾ > Fiche « **L'eau paie l'eau** » : renouer avec le modèle français.



Le prix de l'eau en France est inférieur à la moyenne européenne,

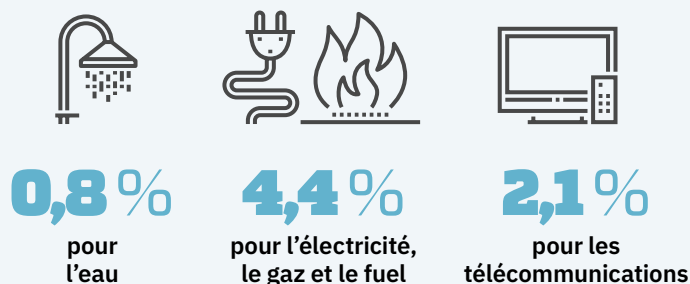
- ◆ avec une qualité supérieure,
- ◆ sans prise en charge par l'impôt.

Le vrai prix de l'eau

0,4 ct €/litre

C'est le prix moyen TTC actuellement facturé (avec des disparités selon les situations locales)

LES DÉPENSES DES MÉNAGES



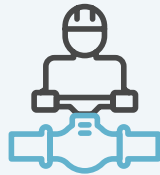
* Données SISPEA 2018 sur les données 2015 : prix au 1^{er} janvier 2016 pour une facture 120m³ : 4,04 € dont 2,03 € pour l'eau et 2,01 € pour l'assainissement.

Un équilibre économique fragile

- ◆ Les volumes consommés baissent, ce qui préserve la ressource, mais réduit en même temps les recettes des services. Les charges demeurent quant à elles quasi-identiques car elles sont essentiellement fixes.
- ◆ Accru par la loi Brottes de 2013 qui interdit les coupures d'eau en cas de factures non soldées, le coût des impayés et de la solidarité va croissant.
- ◆ L'État a accru ses prélèvements sur le prix de l'eau⁽¹⁾.
- ◆ Les investissements et le renouvellement servent trop souvent de variable d'ajustement⁽²⁾.

(1) > Fiche « **L'eau paie l'eau** » : **renouer avec le modèle français**.

(2) > Fiche **Sous investissement : comment inverser la tendance?**



0,58%

c'est le taux de renouvellement des réseaux en 2014*. Soit une durée de vie théorique de **175 ans**. En réalité, les réseaux doivent être renouvelés tous les **70 ans** environ.

* Selon l'observatoire des Services publics de l'eau et de l'assainissement (données 2017)

1 Md €

d'investissements supplémentaires annuels sont nécessaires pour faire face au seul vieillissement des réseaux d'eau potable.

Prix et qualité sont indissociables

La course au prix le plus bas possible n'a pas de sens. Un prix trop bas est signe d'une qualité faible ou d'un faible niveau d'entretien des infrastructures.

Augmenter de **10%** le prix de l'eau permettrait d'assumer une très grande partie des besoins d'investissement nécessaires.



± 10%

du prix de l'eau équivaut au coût d'un pack de 6 bouteilles d'eau par mois par ménage.

Les Français sont prêts à payer davantage pour une eau de qualité



Deux Français sur trois se disent prêts à accepter une augmentation du prix de l'eau.

54% pour **protéger l'environnement** par de meilleurs traitements des eaux usées

53% pour **préserver la ressource** en luttant contre les fuites

45% pour bénéficier d'une eau potable de **meilleure qualité**

Nos propositions

Améliorer la qualité du service rendu avec des hausses de prix équilibrés

1. Améliorer l'information des consommateurs sur la qualité et le prix.

2. Relever la part fixe du prix de l'eau de 14 à 30%

pour sécuriser une part du financement des investissements. Des tarifs sociaux pour accompagner les populations les plus fragiles peuvent être instaurés.

3. Remettre en cause les prélèvements de l'État sur le « petit cycle de l'eau » pour générer de la capacité d'investissement.

4. Engager des investissements rentables pour le pouvoir d'achat : une réduction de la teneur de l'eau en calcaire permet des économies de 200 € par an par foyer.



Zoom Veolia

Un nouveau contrat de gestion de l'eau potable et de l'assainissement collectif a été signé, en novembre 2017, entre la **CAPA** (Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien) et **Kyrnolia**, filiale de Veolia. Ce contrat a prévu la **mise en place d'une tarification sociale et intelligente**, qui privilégie les habitants permanents au travers d'un tarif unique pour toutes les communes de la CAPA. Il compte également inciter les consommateurs à préserver les ressources et permettre, pour 84 % d'entre eux, de bénéficier d'une stabilité des tarifs, voire d'une diminution pour les plus modestes.